

**RÈGLEMENT NUMÉRO 1185-18**

**Règlement relatif à l'entretien des installations septiques  
avec système de traitement tertiaire avec désinfection  
par rayonnement ultraviolet sur le territoire de la Ville de Marieville**

---

<b>AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION DU RÈGLEMENT :</b>	<b>21 juin 2018</b>
<b>ADOPTION :</b>	<b>17 juillet 2018</b>
<b>AVIS PUBLIC DE PROMULGATION</b>	<b>18 juillet 2018</b>
<b>ENTRÉE EN VIGUEUR:</b>	<b>18 juillet 2018</b>

---

<b>MODIFICATIONS</b>				
<b>RÈGLEMENT</b>	<b>ADOPTION</b>	<b>ENTRÉE EN VIGUEUR</b>	<b>ARTICLES MODIFIÉS</b>	<b>MISE À JOUR</b>



---

**RÈGLEMENT NUMÉRO 1185-18**

---

Règlement relatif à l'entretien des installations septiques avec système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet sur le territoire de la Ville de Marieville

---

ATTENDU les pouvoirs attribués à la Ville en matière d'environnement, de salubrité et de nuisances par la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C-47.1);

ATTENDU que la Ville doit prendre les moyens qui s'imposent pour faire cesser les nuisances et les causes d'insalubrité conformément à l'article 3 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22) et à la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C-47.1);

ATTENDU que l'article 25.1 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C-47.1) édicte que « *Toute municipalité locale peut, aux frais du propriétaire de l'immeuble, installer, entretenir tout système de traitement des eaux usées d'une résidence isolée au sens du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.8) (...).* »;

ATTENDU l'article 95 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C-47.1) qui édicte que « *Toute municipalité locale peut installer sur un immeuble tout équipement ou appareil ou y faire tous travaux nécessaires à l'exercice de ses compétences.* » et qu'à ces fins, « *(...) les employés de la municipalité ou les personnes qu'elle autorise peuvent entrer dans ou circuler sur tout immeuble à toute heure raisonnable* »;

ATTENDU que le premier alinéa de l'article 87.14.1 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22) édicte que « *Il est interdit d'installer un système de traitement tertiaire avec désinfection ou un système de traitement tertiaire avec déphosphatation et désinfection lorsque le moyen de désinfection est le rayonnement ultraviolet* »;

ATTENDU que le deuxième alinéa de l'article 87.14.1 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22) lève l'interdiction édictée au premier alinéa si « *(...) la municipalité sur le territoire de laquelle est installé le système de traitement effectue l'entretien des systèmes de traitement visés au premier alinéa* »;

ATTENDU que le troisième alinéa de l'article 87.14.1 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22) édicte que « *Le premier alinéa ne s'applique pas aux personnes à qui une municipalité a délivré, avant le 4 octobre 2006, un permis en vertu de l'article 4* »;

ATTENDU que la Ville de Marieville, aux termes de la résolution M18-06-193, a accepté de prendre en charge l'entretien des systèmes de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet des résidences isolées, installés sur le territoire en conformité des exigences du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22), et plus particulièrement, à effectuer les travaux selon le guide d'entretien des fabricants desdits systèmes;

ATTENDU qu'en vertu des articles 244.1 et suivants de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c F-2.1) la Ville de Marieville peut, par règlement, prévoir que tout ou partie des services qu'elle offre soient financés au moyen d'un mode de tarification;

ATTENDU que, lors de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville de Marieville tenue le 21 juin 2018, un avis de motion a été donné par monsieur Sylvain Lapointe, Conseiller, et que la présentation du présent règlement a été également faite par monsieur Sylvain Lapointe, Conseiller, et que des copies ont été déposées pour le public, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) à cette même séance;

EN CONSÉQUENCE,

LE CONSEIL ÉDICTE CE QUI SUIT:

## **CHAPITRE I            DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **ARTICLE 1            PRÉAMBULE**

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

## **CHAPITRE II        PORTÉE DU RÈGLEMENT**

### **ARTICLE 2            OBJET DU RÈGLEMENT**

En plus des règles et exigences imposées par le *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22) qui encadrent de façon détaillée le traitement et l'évacuation des eaux usées, le présent règlement fixe les modalités de prise en charge par la Ville de Marieville de l'entretien des systèmes de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet.

**ARTICLE 3**            **VALIDITÉ**

Le Conseil municipal déclare par la présente qu'il adopte le présent règlement dans son ensemble et également article par article, alinéa par alinéa et paragraphe par paragraphe de façon à ce que si une partie, un article, un alinéa ou un paragraphe du présent règlement était ou venait à être déclaré nul et sans effet par un tribunal, une telle décision n'aurait aucun effet sur les autres dispositions du présent règlement.

**ARTICLE 4**            **CONCURRENCE AVEC D'AUTRES RÈGLEMENTS OU AVEC DES LOIS**

Le fait de se conformer au présent règlement ne soustrait pas à l'obligation de se conformer à toute autre loi ou tout autre règlement applicable en l'espèce. La disposition la plus restrictive ou prohibitive s'applique.

**ARTICLE 5**            **DÉFINITIONS ET TERMINOLOGIE**

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'exige ou n'indique une interprétation différente, on comprend par :

« *Fonctionnaire désigné* » : la personne identifiée au règlement intitulé « *Règlement sur les permis et certificats* », responsable de l'émission des permis, ses adjoints ou toute autre personne désignée par résolution du conseil municipal de la Ville.

« *Immeuble* » : Correspond à une résidence isolée sur le territoire de la Ville.

« *Instructions du fabricant* » : guide, instructions, normes, recommandations, exigences ou autres directives émanant du fabricant du système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet.

« *Occupant* » : Toute personne, notamment le propriétaire, le locataire, l'usufruitier ou le possesseur, occupant de façon permanente ou saisonnière un immeuble assujéti au présent règlement.

« *Personne* » : Une personne physique ou morale.

« *Personne désignée* » : Le fabricant du système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet, son représentant ou un tiers qualifié mandaté par la Ville pour effectuer l'entretien d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet.

« *Propriétaire* » : Toute personne identifiée comme propriétaire d'un immeuble au rôle d'évaluation en vigueur sur le territoire de la Ville, et sur lequel se trouve un immeuble assujéti au présent règlement.

« *Système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet* » : Un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet visé à la section XV.3 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22) et ses amendements.

« *Ville* » : Ville de Marieville.

### **CHAPITRE III      ASSUJETTISSEMENT**

#### **ARTICLE 6      IMMEUBLE ASSUJETTI**

Le présent règlement s'applique à toute résidence isolée située sur le territoire de la Ville qui utilise un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet installé conformément aux lois et règlements.

Le premier alinéa ne s'applique pas à un immeuble pour lequel la Ville a délivré, avant le 4 octobre 2006, un permis en vertu de l'article 4 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22).

### **CHAPITRE IV      FORMALITÉS**

#### **ARTICLE 7      PERMIS OBLIGATOIRE**

Toute personne qui désire installer, remplacer, réparer, modifier ou utiliser un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet doit obtenir, au préalable, un permis de la Ville conformément à l'article 4 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22).

Toute demande de permis doit être faite par écrit en suivant les dispositions du règlement 1069-05 intitulé : « *Règlement sur les permis et certificats* » et être déposée au fonctionnaire désigné tel que requis en fournissant tous les renseignements nécessaires.

#### **ARTICLE 8      FORMULAIRE D'ENGAGEMENT**

Le propriétaire de l'immeuble assujetti doit compléter le formulaire d'engagement en annexe du présent règlement lors du dépôt de la demande de permis. La délivrance du permis est assujettie au dépôt, auprès du fonctionnaire désigné, de ce formulaire d'engagement dûment signé par le propriétaire.

Le cas échéant, ce formulaire d'engagement doit être complété, signé et transmis au fonctionnaire désigné par tout nouveau propriétaire d'un immeuble assujéti lors d'un transfert de propriétaire.

## **ARTICLE 9**                    **INSTALLATION**

Un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet doit être installé par un installateur autorisé et doit être utilisé conformément aux instructions du fabricant.

L'installateur d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet ou son mandataire doit, dans les trente (30) jours de l'installation d'un tel système sur le territoire de la Ville, transmettre au fonctionnaire désigné par écrit tous les renseignements concernant la localisation et la description du système (plan de localisation), les instructions du fabricant pour l'entretien d'un tel système ainsi que le certificat de conformité, le tout tel qu'exigé au *Règlement sur les permis et certificats*.

## **ARTICLE 10**                    **ENTRETIEN PAR LA VILLE**

L'entretien du système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet est effectué par la Ville ou ses mandataires et ce, à compter de la date de réception par le fonctionnaire désigné des renseignements concernant la localisation et la description du système ainsi que des instructions du fabricant pour l'entretien d'un tel système suite à son installation.

La Ville mandate une personne désignée pour effectuer cet entretien conformément aux instructions du fabricant.

Le propriétaire ne peut octroyer, lui-même ou par un tiers autre que la Ville, un contrat d'entretien, de prélèvement et d'analyse d'échantillons du système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet.

La prise en charge de l'entretien par la Ville n'exempte en aucun cas le fabricant ni l'installateur, le propriétaire ou l'occupant de leurs responsabilités et de leurs obligations relativement audit système.

## **ARTICLE 11**                    **DISPONIBILITÉ POUR CONSULTATION**

La Ville doit rendre disponible pour consultation, sur demande du propriétaire ou de l'occupant, une copie du contrat d'entretien conclu entre la Ville et la personne désignée.

**CHAPITRE V OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE ET DE L'OCCUPANT****ARTICLE 12 OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE**

12.1 Le propriétaire doit respecter les lois, les règlements, les consignes et les recommandations relatifs à l'installation, à l'entretien, à la réparation et au fonctionnement d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet et de ses composantes, notamment l'interdiction de ne pas brancher, de débrancher ou de ne pas remplacer la lampe dudit système.

12.2 Le propriétaire demeure responsable des performances du système installé sur son immeuble.

Il est tenu d'utiliser son système conformément aux instructions du fabricant et de le maintenir en bon état de fonctionnement en tout temps et de s'assurer, le cas échéant, que l'occupant agisse de la même façon.

12.3 Le propriétaire doit s'assurer que les mécanismes de contrôle dont est muni son système et qui permettent de détecter un mauvais fonctionnement des composantes électriques du système soient constamment en fonction.

12.4 Le propriétaire qui constate toute défectuosité de son système ou qui constate qu'il y a lieu de procéder au remplacement d'une pièce de son système doit procéder à la réparation dans les meilleurs délais.

12.5 Le propriétaire doit, pendant la période fixée sur un *avis d'entretien* qui lui a été transmis par la personne désignée, prendre les mesures nécessaires afin de permettre à la personne désignée d'entretenir son système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet.

À cette fin, il doit notamment identifier, de manière visible, l'emplacement des ouvertures de son installation septique et dégager celles-ci de toute obstruction et permettre l'accès à tout espace contenant un interrupteur ou tout autre contrôle relié au système.

Le cas échéant, le propriétaire avise l'occupant de l'entretien à venir.

12.6 Malgré l'entretien régulier prévu par la Ville, le propriétaire ou l'occupant qui constate qu'il y a lieu de procéder à un entretien supplémentaire doit procéder dans les meilleurs délais.

- 12.7 Le propriétaire doit acquitter les frais du service d'entretien de son système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet ainsi que les frais d'administration de la Ville à cet égard. Ces frais sont établis conformément aux modes de compensation et de tarification prévus à l'article 19 du présent règlement.
- 12.8 Le propriétaire doit informer tout acquéreur qu'il est lié par entente avec la Ville concernant l'entretien du système et que le maintien du droit à ce système installé sur l'immeuble assujéti est conditionnel à la signature par l'acquéreur d'une entente identique entre ce dernier et la Ville.

### **ARTICLE 13            OBLIGATIONS INCOMBANT À L'OCCUPANT**

Le cas échéant, l'occupant d'un bâtiment desservi par un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet est tenu aux mêmes obligations que le propriétaire à l'égard de l'installation, l'utilisation et l'entretien d'un tel système.

## **CHAPITRE VI            MODALITÉS D'ENTRETIEN**

### **ARTICLE 14            FRÉQUENCE ET NATURE DES ENTRETIENS**

L'entretien du système est effectué selon les recommandations du guide du fabricant soumis au Bureau de normalisation du Québec lors de la certification du système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet et de toutes modifications subséquentes et approuvées par ce bureau.

Notamment, tout système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet doit être entretenu de façon minimale, selon les fréquences suivantes :

- a)            une (1) fois par année, alors que les opérations suivantes doivent être effectuées :
- inspection et nettoyage, au besoin, de toutes les composantes du système;
  - vérification du bon fonctionnement de toutes les composantes du système.
- b)            deux (2) fois par année, alors que les opérations suivantes doivent être effectuées :
- nettoyage, ou remplacement au besoin, de la lampe à rayon ultraviolets ou de l'unité de désinfection ultraviolet;
  - prise d'un échantillon de l'effluent du système afin d'établir la concentration en coliformes fécaux; cet échantillon doit être prélevé conformément à l'article 87.13 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22) et faire l'objet d'un rapport d'analyse.



En plus des entretiens obligatoires ci-haut mentionnés, tout système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet doit être entretenu au besoin, en fonction de l'intensité de son utilisation.

Toute pièce d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet dont la durée de vie est atteinte doit être remplacée par le propriétaire.

De plus, conformément à l'article 3.2 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.22), le propriétaire ou l'utilisateur d'un système de traitement d'eaux usées est tenu de veiller à son entretien.

## **ARTICLE 15**                    **IMPOSSIBILITÉ DE PROCÉDER À L'ENTRETIEN**

Si l'entretien du système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet n'a pas pu être effectué pendant la période fixée selon l'avis transmis au propriétaire parce que le propriétaire ou l'occupant ne s'est pas conformé à la procédure établie à l'article 12.5 du présent règlement, un deuxième avis lui est transmis fixant une nouvelle période pendant laquelle il sera procédé à l'entretien de son système.

Le propriétaire doit alors acquitter les frais occasionnés par la visite additionnelle de la personne désignée.

Dans l'éventualité où une seconde visite est infructueuse, le propriétaire est considéré en infraction et est passible d'une amende selon les modalités de l'article 23 du présent règlement.

## **ARTICLE 16**                    **AUTRES TRAVAUX, ENTRETIEN SUPPLÉMENTAIRE**

Le propriétaire doit procéder à la réparation de toute défectuosité du système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet ou du mécanisme de contrôle de détection de défectuosité ou procéder à un entretien supplémentaire dans les meilleurs délais après avoir été avisé par la personne désignée ou avoir constaté ces défectuosités.

Le propriétaire est tenu aux obligations de l'article 12.5 concernant l'accès au système et est passible des frais supplémentaires et de l'amende édictés à l'article 15 s'il y a impossibilité de procéder à ces autres travaux ou à cet entretien supplémentaire.

**CHAPITRE VII      RAPPORTS****ARTICLE 17      RAPPORT D'ENTRETIEN**

Pour chaque entretien d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet, la personne désignée complète un rapport d'entretien signé par l'opérateur qui a effectué l'entretien et le transmet à la Ville ainsi qu'une copie au propriétaire de l'immeuble ou à l'occupant dans les trente (30) jours suivant l'entretien.

La personne désignée doit toutefois aviser le fonctionnaire désigné, dans un délai de soixante-douze (72) heures, du défaut d'un propriétaire ou d'un occupant de brancher la lampe du système ou du défaut de remplacer une lampe défectueuse.

Le cas échéant, la personne désignée indique sur le rapport que le propriétaire ou l'occupant a refusé qu'il soit procédé à l'entretien demandé.

**ARTICLE 18      RAPPORT D'ANALYSE DES ÉCHANTILLONS D'EFFLUENT**

Tout rapport d'analyse d'un échantillon de l'effluent d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet, prélevé conformément aux normes établies par l'article 87.30.1 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (L.R.Q., c. Q-2, r.22), doit être conservé pour une période minimale de cinq (5) ans par la personne désignée.

Une copie doit être transmise à la Ville ainsi qu'au propriétaire de l'immeuble ou à l'occupant dans les trente (30) jours suivant l'échantillonnage.

La personne désignée doit toutefois aviser le fonctionnaire désigné dans un délai maximal de soixante-douze (72) heures lorsque les échantillons démontrent une charge en coliformes fécaux supérieure à la norme prévue au *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (L.R.Q., c. Q-2, r.22).

**CHAPITRE VIII      COMPENSATION ET TARIFICATION****ARTICLE 19      COMPENSATION ANNUELLE POUR L'ENTRETIEN RÉGULIER ET COMPTE DE TAXES COMPLÉMENTAIRE****19.1      COMPENSATION**

La compensation pour l'entretien régulier édicté à l'article 14 est établie annuellement selon le règlement concernant l'imposition des taux de taxation compensatoires et tarifs en vigueur.

La Ville inscrit cette compensation sur le compte de taxe annuel ou complémentaire de tout propriétaire d'un immeuble qui bénéficiera, dans l'année courante, du service d'entretien régulier édicté à l'article 14 du présent règlement.

## **ARTICLE 20            PAIEMENT**

Toute somme due à la Ville en vertu du présent règlement est assimilée à une taxe foncière et est assujettie aux dispositions du règlement de taxation en vigueur.

## **CHAPITRE IX            DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES**

### **ARTICLE 21            POUVOIRS DU FONCTIONNAIRE DÉSIGNÉ ET DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE**

#### **21.1    VISITES DES LIEUX**

Le fonctionnaire désigné et la personne désignée sont autorisés à visiter et à examiner, entre 7 h et 19 h tous les jours de la semaine, tout immeuble pour s'assurer du respect du présent règlement. Tout propriétaire ou occupant de cet immeuble doit les recevoir, leur donner accès à l'immeuble ainsi qu'à tout bâtiment s'y trouvant, et répondre à toute question relative à l'application du présent règlement.

#### **21.2    EXAMEN DE L'INSTALLATION SEPTIQUE**

Le fonctionnaire désigné et la personne désignée peuvent examiner toute installation septique et, à cette fin, demander qu'elle soit ouverte par le propriétaire ou l'occupant.

#### **21.3    CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE**

Le fonctionnaire désigné exerce un pouvoir de contrôle et de surveillance sur la personne désignée à qui la Ville confie l'entretien d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet.

#### **21.4    ÉMISSION DES CONSTATS D'INFRACTION ET POURSUITES**

Le fonctionnaire désigné est autorisé à entreprendre des poursuites pénales et à délivrer, au nom de la Ville, des constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement.

**ARTICLE 22                    DEVOIRS DU FONCTIONNAIRE DÉSIGNÉ**

Le fonctionnaire désigné est responsable de l'application du présent règlement. À ce titre :

- a) il vérifie la conformité de la demande de permis et de l'engagement du propriétaire et, le cas échéant, émet le permis requis, pour l'installation d'un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet;
- b) il supervise la transmission des avis requis pour les entretiens réguliers au propriétaire de l'immeuble assujetti, par la personne désignée;
- c) il est responsable de toute communication entre le propriétaire d'un immeuble assujetti ou l'occupant et la personne désignée pour l'entretien régulier pour ledit système;
- d) il supervise l'application contractuelle avec la personne désignée;
- e) il transmet au service de la Trésorerie toute information et tout document nécessaires à la Ville pour la facturation et le remboursement des montants qui lui sont dus;
- f) il conserve tout document relatif à l'application du règlement et, le cas échéant, transmet au service du Greffe tout document à porter aux archives de la Ville;
- g) il émet les constats d'infractions et entreprend les poursuites pénales nécessaires à l'application du règlement lorsqu'il constate une infraction au règlement.

**ARTICLE 23                    PÉNALITÉS**

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible pour chaque jour, ou partie de jour que dure l'infraction, d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 2 000 \$, lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 5 000 \$ lorsqu'il s'agit d'une personne morale, pour la première infraction, et d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 4 000 \$ lorsqu'il s'agit d'une personne physique et d'au moins 2 000 \$ et d'au plus 10 000 \$ lorsqu'il s'agit d'une personne morale, pour chaque récidive.

À défaut du paiement de l'amende ou de l'amende et des frais, le contrevenant est passible de saisie de biens saisissables.

Si l'infraction continue, elle constitue, jour par jour, une offense séparée et l'amende édictée pour cette infraction peut être infligée pour chaque jour que dure l'infraction.

Lorsque l'amende ou l'amende et les frais sont encourus par une corporation, association ou une société reconnue par la Loi, cette amende ou cette amende et les frais peuvent être prélevés par voie de saisie et vente de biens et effets de la corporation, association ou société en vertu d'un bref d'exécution émis par la Cour municipale.

La saisie et la vente de biens et effets sont pratiquées de la manière prescrite pour les saisies-exécutions en matières civiles.

La Ville peut, aux fins de faire respecter les dispositions du présent règlement, exercer cumulativement ou alternativement, avec ceux prévus au présent règlement, tout autre recours approprié de nature civile ou pénale.

---

**CHAPITRE X            DISPOSITIONS FINALES**

**ARTICLE 24            ABROGATIONS**

24.1    ABROGATION DU RÈGLEMENT 1138-10

Le présent règlement abroge le règlement numéro 1138-10, intitulé *Règlement relatif à l'entretien des installations septiques avec systèmes de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet sur le territoire de la Ville de Marieville*, à toute fin que de droit et le remplace.

**ARTICLE 25            ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Adopté le 17 juillet 2018.

---

Caroline Gagnon  
Mairesse

---

Mélanie Calgaro, O.M.A., notaire  
Greffière



Ville de Marieville  
Urbanisme et Environnement  
2008, rue Saint-Césaire, J3M 1J5  
450 460-4444, option 4

**Règlement 1185-17, Règlement relatif à l'entretien des installations septiques  
avec systèmes de traitement tertiaire de désinfection  
par rayonnement ultraviolet sur le territoire de la Ville de Marieville**

**ANNEXE**

**ENGAGEMENT DU PROPRIÉTAIRE CONCERNANT L'INSTALLATION, L'UTILISATION ET LA PRISE  
EN CHARGE DE L'ENTRETIEN D'UN SYSTÈME DE TRAITEMENT TERTIAIRE AVEC DÉSINFECTION  
PAR RAYONNEMENT ULTRAVIOLET**

Matricule :

Lot :

Je soussigné, ....., domicilié au .....

Propriétaire de l'immeuble situé au ....., Marieville, Qc, J3M ...

Déclare avoir pris connaissance du règlement 1185-17 relatif à l'entretien des installations septiques avec systèmes de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet sur le territoire de la Ville de Marieville et m'engage par la présente à en respecter les dispositions.

En particulier :

- Je m'engage à donner accès en tout temps à la personne désignée sur préavis de 48 heures, à permettre et à faciliter les travaux relatifs au système devant être entretenu par cette personne;
- Je dégage la Ville de toute responsabilité qui ne serait pas directement reliée aux travaux d'entretien et à ceux du service supplétif, incluant, sans limiter la portée de ce qui précède, l'usure normale du système, sa désuétude, son inefficacité, son dysfonctionnement, son remplacement, ses vices de conception ou de fabrication, et autres;
- Je m'engage à payer à la Ville la compensation annuelle imposée en vertu de l'article 19 dudit règlement;
- Je m'engage à informer tout acquéreur que je suis lié par contrat avec la Ville et que le maintien du système installé est conditionnel à la signature par l'acquéreur d'une entente identique à la présente avec la Ville;
- Je m'engage à respecter ou à faire respecter les instructions du fabricant du système installé.

Fait à Marieville, le .....

\_\_\_\_\_  
Signature du propriétaire

***La prise en charge de l'entretien par la Ville de Marieville du système de désinfection par rayonnement ultraviolet n'exempte en aucun cas le fabricant, l'installateur ni le propriétaire ou occupant, de leurs responsabilités et de leurs obligations relatives audit système.***